

Le budget—M. McCain

J'aimerais parler d'une autre question qui a été soulevée. Dans les cas où les nouveaux programmes proposés entraîneront des dépenses de fonds, devrions-nous chercher à redistribuer les dépenses gouvernementales en supprimant les programmes qui se concentrent actuellement sur nos principaux objectifs, ou devrions-nous modifier la position financière du gouvernement en augmentant les impôts? La réponse, de toute évidence, c'est qu'il faut augmenter les impôts.

Il y a là de quoi inquiéter les provinces. En conclusion, nous constatons que l'exploitation des ressources devrait être gérée, que les projets de réorientation industrielle ne manqueront pas d'intéresser les gouvernements provinciaux, et que la rapidité et la facilité avec lesquelles nous mènerons à bien nos principaux nouveaux projets dépendront de la mesure dans laquelle la planification se fera conjointement. Devrions-nous nous efforcer de planifier conjointement en offrant au gouvernement fédéral un droit de regard maximum—et j'insiste sur les termes «droit de regard maximum»—sur la façon dont les programmes sont mis en vigueur, ou devons-nous nous en tenir à la prérogative fédérale en matière de dépenses dans le cadre de ces programmes?

J'attire votre attention sur ces remarques, monsieur l'Orateur. Pas plus tard que la semaine dernière, la présentation du budget a été retardée parce que les premiers ministres provinciaux rencontraient le premier ministre (M. Trudeau) pour discuter de la constitution. Le premier ministre a très habilement évité de présenter le budget avant cet entretien sur la constitution. Voici un document qui se trouvait entre les mains du gouvernement et qui comportait des recommandations sur les ressources, domaine qui relève des gouvernements provinciaux. On se demandait si le gouvernement fédéral devrait se lancer dans des projets communs et demander la collaboration des provinces ou s'il devrait essayer d'être maître de la situation autant que possible en mettant en valeur lui-même les ressources qui appartiennent aux provinces.

C'est incroyable! Quelle mauvaise foi! C'est une véritable trahison d'avoir demandé aux premiers ministres de se réunir avant la présentation de ce budget qui va lourdement hypothéquer leur avenir. Peu importe que l'on vienne du Québec, province qui n'est pas d'accord par principe, ou de n'importe quelle autre province canadienne qui n'était pas d'accord sur les propositions, ce budget qui constitue une attaque contre les provinces est une trahison innommable. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il s'agit d'un coup bas.

M. Tousignant: Qui représente le gouvernement fédéral?

M. McCain: Qui représente le gouvernement fédéral où? Le premier ministre représentait le gouvernement fédéral et c'est lui qui a agi en traître en insistant pour que le budget ne soit présenté qu'après la réunion. Quand cela commence à faire

mal, on commence à se plaindre. J'ignore ce qu'on a fait aux députés d'en face pour les empêcher de se plaindre au caucus, mais ils ne devraient pas se plaindre maintenant; c'est trop tard. Il n'y a plus de secret maintenant. Le budget montre qu'on néglige leur province et la mienne et cela trahit l'esprit des réunions fédérales-provinciales. Selon moi, il importe de noter que les dirigeants provinciaux voulaient depuis longtemps se réunir pour discuter de l'économie. Je ne voudrais pas être à la place du ministre des Finances, du ministre de la Santé et du ministre chargé de l'Éducation, qui devront discuter des finances du Canada avec les ministres provinciaux après la présentation de cet exposé budgétaire, mais j'y reviendrai un peu plus tard.

● (2040)

Le gouvernement nous a trahis. Je ne pensais jamais que quelqu'un trahirait le principe du Canada, mais il y en a qui l'ont fait et ils sont ici parmi nous.

Une voix: De quel côté?

M. McCain: Monsieur l'Orateur, quand un député pose une question dont la réponse crève les yeux, on ne fait que s'attirer des reproches et je n'ai pas l'intention d'en adresser au député qui vient d'intervenir.

Cet après-midi, nous avons entendu le secrétaire d'État (M. Regan), le ministre de Halifax, parler de la façon dont le gouvernement fédéral envisage l'enseignement au Canada. Je voudrais revenir sur la question des richesses naturelles, notamment les forêts, et je le ferai sans citer des passages du document qui a fait l'objet d'une fuite.

Dans ce document préparé pour le gouvernement, on parle des richesses forestières comme ressource renouvelable et du meilleur moyen pour le gouvernement du Canada de se faire valoir en dépensant de l'argent dans l'industrie forestière. Les bureaucrates signalent au gouvernement que les arbres eux-mêmes appartiennent aux provinces et que s'il dépense de l'argent pour les arbres des forêts, personnes ne le saura parce que les arbres appartiennent aux provinces. Mais si nous consacrons quelques sous à l'enseignement, ce qui financièrement n'est qu'une goutte d'eau en comparaison de ce qu'il faudrait pour les forêts, cela serait d'un excellent rendement politique. Voilà ce que dit en substance le document. Il est conseillé au gouvernement de faire de la politique avec deux choses en même temps: avec les ressources renouvelables forestières et avec l'enseignement portant sur cette ressource. Négliger la ressource et se faire bien voir avec l'enseignement. Cela est dérisoire, parce que, dans l'intérêt du pays, il faut agir sur les deux plans.

Une voix: Que proposez-vous?